
TERRI AGNEW: Bonjour à tous. Bienvenus au webinaire d'At-Large sur la conférence de plénipotentiaires de l'UIT. C'est une séance d'information sur cette conférence. On est le 24 novembre 2014.

Nous allons maintenant faire l'appel des participants au webinaire. Je vous rappelle à tous, que vous soyez connectés à travers le téléphone ou à travers l'ordinateur, de mettre votre micro en muet et de rappeler votre nom avant de parler afin de permettre aux interprètes de vous identifier.

Nous avons l'interprétation en français et en espagnol. On vous remercie tous de nous avoir rejoints.

ALAN GREENBERG : Merci Terri. Me voici dans mon premier webinaire. Il me manque un peu de pratique qu'Olivier avait déjà, mais je ferai de mon mieux. On a beaucoup d'intervenants aujourd'hui. Je remercie Olivier d'avoir organisé ce webinaire. J'ai suivi l'ordre du jour au jour le jour, et j'ai vu beaucoup de modifications dès qu'il a commencé. On a maintenant beaucoup d'intervenants. J'espère que nous aurons bien le temps d'entendre tout le monde, et qu'on aura également du temps pour les questions et les réponses.

Il semble que les intervenants se sont divisé le travail entre eux, donc je ferai une introduction brève de ce qu'est la conférence de plénipotentiaires de l'UIT, mais je sais que ce sera mieux expliqué par la suite. Mais je donnerai plutôt la parole à Tarek.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

TAREK KAMEL :

Je suis là. Merci Alan de m'avoir invité. Je suis très content de participer avec l'équipe à ce webinaire concernant la conférence de plénipotentiaires de l'UIT.

Je commencerai par faire une introduction sur la relation de ICANN auprès de l'UIT pour vous donner un aperçu du contexte avant de donner la parole à mes collègues qui parleront du reste des aspects de la conférence de plénipotentiaires et de ce qui s'est passé à Busan.

En premier lieu, comme vous le savez peut-être déjà, l'ICANN a décidé il y a quelques années de lancer une stratégie de soutien et d'entamer un dialogue avec l'UIT. Nous avons participé au WCIT à l'époque, et Fadi Chehadé a donné son premier discours à un événement global de l'UIT en tant que PDG de l'ICANN. La dernière fois, on a commencé à travailler avec les dirigeants de l'UIT sur la base du respect et de la confiance respective pour coopérer dans nos travaux respectifs. Vous saurez que nous ne sommes pas d'accord sur tous les aspects bien sûr, mais au moins on sent un respect l'un pour l'autre et on travaille ensemble pour coordonner nos travaux comme je disais.

En mars dernier, nous avons également intensifié notre dialogue avec l'UIT, et c'est donc dans ce contexte que nous participons déjà au comité et aux différentes réunions préparatoires régionales pour la conférence de plénipotentiaires de l'UIT. Cette conférence de plénipotentiaires serait une sorte d'assemblée générale de l'UIT qui a lieu tous les deux ans depuis 1998 à Minneapolis. Lorsqu'ils ont commencé avec le WSIS, ils ont commencé à évaluer l'importance de la gouvernance de l'Internet, et c'est à partir de ce moment que l'Internet

est devenu l'un des sujets centraux des conférences de plénipotentiaires de l'UIT. Ils se sont réunis à Marrakech, en 2006 en Turquie, en 2010 à Guadalajara.

L'ICANN a été active aux différentes réunions de plénipotentiaires de l'UIT, et cette fois-ci il y a eu un engagement particulier, spécial, en coopération avec nos collègues de l'ISOC, qui a aussi collaboré avec les efforts du comité technique et des RIR pour la réunion.

Nous nous sommes rendus à Busan, en essayant d'avoir l'esprit ouvert en tant que personnel de l'ICANN, et pour le reste des participants de l'ICANN, je dirais qu'on a tous sentis un certain niveau de satisfaction par rapport au résultat atteint. Je ne vais pas parler vraiment des résultats de la réunion parce que mes collègues vont aborder cette question, ainsi que ce qu'on devrait attendre pour l'ICANN, mais je dirais simplement que la mission de l'ICANN, et le rôle de l'ICANN, sont peut-être mieux acceptés à partir de cette réunion. Les membres se sont rendu compte qu'il y a un dialogue et qu'il y a eu une atmosphère plus conviviale à partir de cette conférence de plénipotentiaires de Busan.

Effectivement, le travail fait l'objet de discussions plus intenses avec les différents membres par rapport aux différents rôles des membres par rapport aux points auxquels on a consacré davantage d'efforts pour ce qui est de l'engagement, où on a besoin de plus d'efforts et de contribution, de collaboration de la communauté, où on veut s'engager davantage, et on sait tous que cette année est importante pour l'ICANN spécifiquement à cause de l'annonce de transition de supervision des

fonctions IANA et pour le processus de transition pour le mandat de l'UIT pour un nombre de questions intéressantes.

Donc je pense que Busan était une réunion très utile pour comprendre quels sont nos nouveaux rôles, et nous avons été surpris par rapport aux réactions des autres membres, et on espère pouvoir collaborer à établir ces nouveaux rôles, et entendre la communauté qui a beaucoup d'expérience pour nous guider dans les différentes régions à mesure qu'on avance avec notre stratégie d'engagement dans les régions et avec les OIG, étant donné les résultats de Busan qui ont été vraiment très positifs pour nous tous.

Je veux finir maintenant avec mon introduction, et je donnerai la parole à Nigel Hickson qui est assis ici à mes côtés au bureau de Genève, pour qu'il vous donne un aperçu un peu plus complet. Mais comme j'ai dit, je serai prêt à entamer un dialogue avec vous à la fin de la présentation. On espère également entendre les orientations de la communauté pour ce qui est notre stratégie d'engagement, non seulement dans cet appel, mais également à travers des courriers électroniques.

Merci Alan, et je donne la parole à Nigel Hickson.

NIGEL HICKSON :

Bonjour à tous. Vous m'entendez correctement, ça va ? Ce n'est pas trop fort ? Pas trop faible ?

J'espère ne pas prendre trop de temps, parce qu'on voudrait plutôt privilégier les questions et les réponses, et les discussions concernant les sujets qui seront présentés. Mais ma participation ici au webinaire

portera sur notre engagement avec l'UIT et le contexte des discussions que l'on a tenues avec l'UIT.

Vous savez que l'UIT a un rôle critique dans les télécommunications globales. Ils vont se réunir ici à Genève l'année prochaine pour fêter leurs 150 ans. Si vous êtes prêts, venez célébrer avec eux. C'est une union internationale qui est [formée] à partir des télégrammes et des moyens de communication internationaux. Il s'agit d'une organisation qui essaye d'établir un programme pour les prochaines années, et également d'élire quelqu'un qui va les représenter d'ici 4 ans. Tous les 4 ans, vous pouvez participer à la « Conférence de la Convention » comme ils l'appellent, où ils revoient le traité.

Si on passe à la diapo suivante, vous allez avoir une idée du travail de l'UIT. C'est une réunion de plénipotentiaires qu'ils organisent tous les 4 ans. Ils redéfinissent le rôle et la portée de l'UIT dans cette période. Il y a un conseil de l'UIT qui serait l'organe gouvernemental de l'UIT et qui s'occupe de la représentation des gouvernements de chaque région. Par-dessous ce conseil, on a les différents bras opérationnels de l'UIT. On a la partie de la radio, c'est la WRC, la conférence internationale de la radio, qui s'occupe des réglementations pour la radio.

D'autre part, on a l'UIT-T qui s'occupe des normes et des standards des questions d'Internet, et d'autre part on a l'UIT-D qui s'occupe du développement des capacités des télécommunications. Par exemple notre travail sur les IDN correspond à cette troisième partie de leur travail, à ce troisième secteur.

Pour ce qui est de la réunion de Busan, je vais vous raconter un peu ce qui s'est passé. Les états membres ont élu les dirigeants officiels de

l'UIT, ils ont approuvé le plan stratégique de l'UIT et le plan financier pour 2016 à 2019, ce qui est très similaire à ce qui se passe à l'ICANN. Ils préparent un plan financier, un plan stratégique qu'ils doivent discuter. Ce plan stratégique a des propos de travail plus opérationnel. Et le plan financier a été discuté pendant la réunion de Busan car les contributions financière à l'UIT, comme vous le savez, viennent des états membres qui le passent à leur propre volonté. Les membres contribuent avec l'UIT dans la mesure de leurs possibilités. Le plan financier doit respecter ces contributions reçues.

Il n'y a eu aucune modification à la constitution ou à la convention, ce qui aurait pu avoir lieu au sein de l'UIT, c'était une réunion de plénipotentiaires. Cependant, ce qui s'est passé a été qu'on a accordé des résolutions nouvelles et modifiées - c'était des versions modifiées de celles existantes qui portaient sur différentes questions internes de l'UIT, et sur différentes questions des télécommunications.

Maintenant, dans la diapo suivante, on a les résultats de l'élection. Vous l'aurez peut-être déjà vu. On a élu le secrétaire général de l'UIT. C'est un délégué chinois, [inaudible], et on a également élu les autorités de UIT-R et de l'UIT-T, Malcom Johnson du Royaume-Uni a également été élu pour le vice-secrétaire régional de l'UIT.

Nous allons discuter maintenant brièvement de la coordination que nous avons eue pour la réunion de plénipotentiaires. L'ISOC a coordonné avec l'ICANN et avec d'autres organisations de l'Internet avant la réunion de Busan. On a formé également avec les autres organisations internet pour le faire. On a reçu des personnes de la

communauté At-Large qui ont collaboré avec nous pour préparer notre travail pour la conférence.

Maintenant, pour ce qui est des contributions ponctuelles de l'ICANN, comme j'ai dit, on avait une équipe sur place, avec John, Kelly, Anne-Rachel, Veni, Nigel et moi-même. On a bien travaillé avec les délégations de différents gouvernements, également avec des délégués de représentants d'autres institutions. On a travaillé avec les organisations internet des [inaudible], avec les gouvernements, on a bien préparé notre travail. Je pense qu'on pourrait dire que notre coordination pour notre conférence a été excellente.

On passe à la diapo suivante s'il vous plaît. On a les résultats principaux. C'était très bien exécuté, très bien arrangé. Il y a eu certaines superpositions pour ce qui est des séances qui se sont faites en simultané. Le Président de l'UIT était complètement décidé à bien gérer son temps, et donc c'était très bien fait.

La commission technique a collaboré avec nous pour travailler sur les questions de l'Internet et l'Ukraine, par exemple, a dû négocier avec nous pour arriver à une concession qui nous convenait tous les deux pour ce qui est la souveraineté des TIC, et avec la Palestine également parce qu'ils ne savaient pas quel était leur rôle. Mais l'approche utilisée pour la négociation de ces aspects polémiques était assez multipartite.

Diapo suivante. On a sur cette diapo les opportunités, les [menaces]. Vous verrez sans doute que comme Tarek l'a dit, il ne faut pas trop se féliciter du travail fait. Le rôle de la communauté technique a été très bien reconnu, mais bien sûr les personnes qui sont intéressées toujours

au développement, ce qui a permis l'engagement et la participation des organisations internet à cette réunion.

Je finirais avec cela. Je serai bien sûr très content de répondre à vos questions tout à l'heure. Voilà merci Alan.

ALAN GREENBERG :

Merci Nigel.

On entend de l'écho.

On a un peu plus de temps. Si vous voulez discuter des diapos qu'il vous reste et montrer quels sont les résultats que vous avez atteints, bien sûr vous pouvez le faire. Je ne pense pas qu'on va occuper une heure et demie avec des questions et réponses. Donc si vous voulez expliquer ce qu'il vous reste, bien sûr vous pouvez le faire.

NIGEL HICKSON :

Merci Alan. Je ne voulais pas occuper trop votre temps.

Mais sur ce point-là, je dirais que l'une des opportunités, puisque c'est une diapo que j'ai préparée en tant qu'aperçu, porte sur le travail accompli pendant les réunions de plénipotentiaires. Mais l'une des opportunités était la reconnaissance du rôle de l'ICANN et des organisations d'ISTAR, des organisations internet, et du degré de responsabilité qu'on a particulièrement pour ce qui est du rôle de l'ICANN dans le contexte actuel.

D'autre part, l'autre opportunité était également de pouvoir reconnaître le rôle de l'UIT dans le sein de notre organisation et dans le

cadre des questions de gouvernance de l'Internet, reconnaissant que l'UIT a un rôle qui est à l'avant-garde de toutes ces questions. Donc en définitive, entre les deux, ce que vous voyez est qu'on a reconnu nos rôles respectifs.

La zone de l'ancien bloc soviétique considérait de proposer un rôle pour l'UIT en tant que RIR. Ils voulaient que l'UIT soit impliquée dans une large gamme de questions de l'Internet et dans des questions de surveillance, de sécurité, ce qui bien sûr n'a pas été accepté, puisque le rôle de l'UIT n'a pas changé. Donc c'était deux menaces qu'on a vues par rapport à ces questions.

Et finalement, il a été proposé de créer un groupe de travail qui en définitive fasse une version ouverte du CWG pour pouvoir inclure toutes les parties prenantes, et pour permettre à l'UIT d'être le forum des discussions de gouvernance internet mondiale.

Merci Alan.

ALAN GREENBERG : Qui va parler ? Veni ? Vous êtes là ?

VENI MARKOVSKI : Oui je suis là. Mon téléphone n'est pas si rapide. Ce sont les problèmes de l'iPhone vous voyez.

Merci beaucoup. C'est vraiment un grand honneur de vous parler tous. Certains parmi vous avaient été très impliqués avec ce qui se passe dans le cadre de ces discussions entre l'ICANN et l'UIT. Vous avez peut-être déjà participé à la réunion de plénipotentiaires d'il y a 4 ans, peut-être

même aux plénipotentiaires d'avant cela. Et je veux saisir l'occasion pour remercier l'ISOC et certaines personnes de l'ISOC qui sont présentes à cette réunion pour avoir collaborer avec nous. C'est la première fois qu'on établit ce genre de rapport avec l'ISOC.

Mon rôle est de vous parler des résolutions de l'ISOC. Ce que vous pouvez faire, si vous allez sur le site web de la conférence de plénipotentiaires de l'UIT, c'est télécharger les résolutions qui sont décrites dans cette première page, en format PDF pour bien les lire toutes.

En tant que remarque principale, nous avons des questions qui ont été introduites et qui sont discutées à la prochaine réunion de plénipotentiaires. Il s'agit des premières résolutions sur l'Internet, et on a pu atteindre ces résolutions à la fin de très longues discussions, de beaucoup d'heures de discussions, au sein d'un groupe présidé par le représentant Fabio [inaudible], qui est l'un des anciens au sein de l'UIT, qui connaît toutes les questions internes, externes.

Le niveau de discussion en général était très bon. Je parlerai un peu des questions clés dans certaines des résolutions. La première résolution 101 porte sur les protocoles des réseaux, 102, sur les questions de politique internationale pour ce qui est de l'Internet et de la gestion des ressources de l'Internet, y compris le système des numéros de domaine, puis on en a une sur les IDN, et la 180 porte sur d'autres questions qui sont également importantes.

Nigel a déjà parlé des résolutions qui vont inclure une politique de langue pour pouvoir travailler sur l'élargissement du rôle de l'UIT, ce qui clairement, aurait permis à l'UIT de s'occuper de certains aspects dont

s'occupent d'autres organisations, telles que l'ICANN, mais aussi l'ISOC, l'IETF, etc.

Pour ceux qui n'ont pas pu assister à la réunion de l'UIT, la discussion portait par exemple sur le travail au sujet des noms de domaines compte tenu de la nature géographique de l'Internet. Il y a eu une proposition de modifier cette politique. Mais si vous pensez aux politiques qui définissent la façon dont fonctionnent les registres internet régionaux, ils fonctionnent au niveau régional. Donc si vous permettez à un système mondial de travailler au niveau régional, la question qui suit est donc : pourquoi ne pas avoir un système de registres internet mondial ? Si l'Internet est mondial, pourquoi avoir des registres régionaux ? C'est ça la discussion.

Avant, on essayait d'améliorer la situation et le cadre existant de renforcer la reconnaissance du rôle de l'ICANN, de l'UIT, et des résolutions, mais pour ne pas omettre également d'avoir d'autres organisations parallèles. On a pu atteindre ces résultats.

L'un des résultats principaux était de collaborer avec les gouvernements sans nécessairement poser un risque au modèle de gouvernance de l'Internet multipartite que l'on a à l'heure actuelle. On les verra une à une. La résolution des IDN est déjà vieille, les IDN ont déjà été introduits. Ce n'est pas vraiment la situation à laquelle l'UIT pensait il y a deux ans, au moment de prendre ces décisions. Donc je pense qu'au lieu d'essayer d'éliminer cela, on devrait le maintenir, parce qu'il y a des personnes qui croient que l'UIT est en train de modifier son rôle dans le cadre de l'écosystème internet si l'on élimine des résolutions adoptées.

Sachez que cela est également clair, lorsqu'on voit les modifications qui ont été discutées au sein du [FGI], de l'ICANN, d'autres réunions, dans lesquelles l'UIT décidait de considérer différentes manières de collaborer avec les autres organisations et pour pouvoir s'engager avec l'autre réseau comme l'IPv6. On a atteint des accords de coopération qui n'existaient pas avant pour améliorer l'écosystème de gouvernance de l'Internet.

Donc on a discuté de la manière d'améliorer cela, et certains pays voulaient en fait réduire le rôle de l'UIT. On a beaucoup discuté des études de l'UIT pour ce qui était de la transition de l'IPv4 à l'IPv6, et pour ce qui était des IDN également. Je pense que Nigel pourrait me corriger, mais on a eu un représentant du secrétariat qui disait qu'il n'y avait pas eu d'études ces 4 dernières années, donc la conclusion du gouvernement, c'était qu'ils n'avaient pas financé pour faire ces études, et que même s'il y avait suffisamment de fonds pour le faire, ils n'avaient pas les possibilités pour effectuer ce genre d'études.

L'UIT a un rôle à jouer dans l'écosystème de gouvernance de l'Internet, et il y a un certain désir de modifier ce rôle. Mais je pense que ce n'est pas le cas du secrétariat de l'UIT. Aucun des membres du secrétariat de l'UIT n'a dit qu'il devrait y avoir suffisamment de temps pour le faire. Donc le secrétariat fonctionne bien, mais ils n'ont pas les capacités suffisantes pour pouvoir respecter tout ce qu'on demande d'eux. Ils ne peuvent pas avoir bien sûr l'expertise, parce qu'alors le rôle de l'UIT sera remis en question aussi.

Je ne sais pas très bien si je devrais expliquer toutes les résolutions une à une, ou si vous avez des questions générales ou spécifiques. Si vous avez des questions, je vous donne l'occasion de les poser maintenant.

ALAN GREENBERG : Peut-être qu'on pourrait voir un peu quels sont les principaux sujets.

VENI MARKOVSKI : Les principales questions sont reflétées dans le titre de chaque résolution. L'UIT, le rôle de l'UIT, tout cela est défini dans les résolutions du conseil, et toutes les politiques publiques sont ici concernées. Ce sont des politiques publiques internationales qui travaillent avec les gouvernements et qui recommandent à l'UIT de travailler avec elles. L'UIT essaye de le faire, le conseil a pris des résolutions dans ce domaine. Il y a par exemple la protection des enfants en ligne, le cyber crime, le cyber délit, toutes ces questions.

En même temps, le secrétaire général de l'UIT a l'intention dans le futur, il l'a dit publiquement, il pense que l'UIT ne doit pas assumer tout ce que les organisations d'Internet font. Il y a eu une proposition de la part de l'Inde qui proposait que l'UIT change complètement la façon dont fonctionne l'Internet, et cela n'a même pas été discuté. Il n'y a pas eu de soutien de la part de suffisamment de membres, et ça n'a pas été discuté. Certains ont demandé que la proposition de l'Inde soit abordée, ce document a été publié, il a été rendu public lors de la réunion de plénipotentiaires de l'UIT. Je pense que –

Oksana demande si cela a un lien avec les études concernant Internet de l'UIT. Et celles qui ont été faites par ICANN.

L'UIT étudie certaines choses, certains aspects, et parce que c'est leur façon de travailler. Ils ont essayé de faire il y a quelques années un travail sur la gouvernance de l'Internet qui a été publié par l'UIT. C'est un document d'une soixantaine de pages, et une trentaine de pays ont trouvé qu'il y avait beaucoup d'erreurs, et que ce document était plein de déclarations fausses. Donc il n'y a pas vraiment d'écho en ce qui concerne la gouvernance de l'Internet et l'attitude de l'UIT dans ce domaine je dirais.

Je vois qu'Alan veut prendre la parole.

Peut-être que je peux passer aux questions ? Nigel a dit qu'il y a des possibilités que l'UIT devienne un registre internet régional. On peut comparer cela au niveau géographique et au niveau mondial. Certains des membres de l'UIT ont dit qu'on pourrait devenir des registres. Il y a eu des politiques qui ont été adoptées par le conseil pour devenir des registres de l'Internet. Ils ont dit qu'ils ne pouvaient pas répondre à ce type de politique. On pouvait commencer ce changement peut-être, mais la politique actuelle ne pouvait pas permettre à des registres d'Internet mondiaux de fonctionner au niveau mondial et il n'y a pas eu de plainte jusqu'à maintenant.

Pour conclure sur une note anecdotique, je dirais que la façon dont l'IPv6 a été assigné en général par rapport au passage de l'IPv4 à l'IPv6, beaucoup de gens pensent que l'IPv6 a quelque chose de terriblement compliqué. Ils veulent s'assurer que les organisations gouvernementales peuvent avoir une certaine quantité assignée. Lorsqu'on leur explique la taille du système de l'IPv6 par rapport à l'IPv4, ils sont surpris de comprendre cela.

Donc il y a des adresses IP pour tout le monde, et même ceux qui ont posé des questions pour savoir « qu'est-ce que je fais s'il n'y a pas assez d'adresses IP ? » On leur a expliqué que lorsque cette conversation passe à la question de par exemple connecter votre frigidaire sur le réseau internet etc. - il y aura suffisamment d'adresses IP. Je pense que c'est une bonne chose de ce point de vue, parler avec les gouvernements.

Mais beaucoup de gouvernements ont besoin vraiment d'être éduqués d'une certaine façon, parce qu'ils ont des idées qui ne sont pas basées sur des faits réels, ils ne connaissent pas les nouvelles données techniques actuelles, et il faut entrer en contact avec ces gouvernements, essayer de leur donner les informations, et de les éduquer.

ALAN GREENBERG :

Merci beaucoup. Maintenant nous sommes à jour avec notre ordre du jour.

Nous allons donner maintenant la parole à Anne-Rachel.

ANNE-RACHEL INNE :

Bonjour à tous.

Je vais vous présenter les dernières diapos que nous avons et la voie qu'il nous reste à suivre en ce qui concerne la conférence de l'assemblée générale des Nations Unies.

Je voudrais d'abord vous dire, avant de continuer, je pense que c'est important, qu'on a recompilé, au niveau de la coordination de l'ISOC,

des résultats, et ils ont été postés sur le site internet de l'ISOC. Si vous y allez, vous verrez que nous avons présenté cela d'une manière assez simple pour suivre un peu ce dont nous avons parlé aujourd'hui. Si vous avez d'autres questions à nous poser, vous pouvez nous les poser individuellement, ou bien si vous avez des questions à poser sur les résolutions, vous pouvez consulter ces résolutions et nous poser ces questions.

En ce qui concerne la révision du WSIS, on a mis en œuvre les résultats de ce sommet mondial de la société de l'information, et le titre a été modifié. Maintenant on parle du rôle de l'UIT pour la mise en œuvre des résultats de cette conférence de plénipotentiaires.

Certains pays voulaient donner à l'UIT un peu plus de capacités et de parole dans la continuité de la réunion de [WSIS plus 10 ou SMIS plus 10]. Il y avait donc toutes les activités, voir comment ces activités allaient être abordées, mais finalement, on a décidé que l'UIT allait continuer à coordonner ce forum, et les projets, et maintenir la base de données de WSIS comme cela a été fait jusqu'à maintenant. Et je pense que c'est une base de données qui est en plein développement.

Tout cela va se faire jusqu'à la révision de l'UIT qui est programmée pour l'année 2015, et cela devrait être un processus intergouvernemental, mais de nouveau, je dirais que j'espère qu'il y aura d'autres événements qui vont contribuer à un travail, une approche multipartite avec une dialogue multipartite, avec un dialogue avec les différentes organisations comme l'UNESCO et d'autres organisations qui sont présentes ici à Genève, comme le DIPLO et d'autres, qui vont s'assurer qu'il y a des réunions qui vont rentrer dans

ce processus de façon à ce que les états membres puissent donner leurs opinions aux OING lors du prochain mois de décembre.

Nous avons pris plusieurs accords multipartites. Je suis sûre qu'il y aurait beaucoup d'autres choses à vous dire, mais ce que je voudrais vous dire surtout, c'est qu'au début de ce travail, il y avait une journée multipartite, pour la contribution des parties prenantes. C'était une journée des contributions des parties prenantes au cours de laquelle tout le monde a discuté les thèmes qui devaient être abordés pendant l'année, et c'est un bon progrès je dirais. C'est quelque chose qui n'avait pas été fait auparavant. Je crois que c'est très intéressant, et la prochaine fois nous le ferons au début. La prochaine réunion aura lieu au début du mois de février. Nous n'avons pas encore la date du groupe de travail de ce conseil, mais je pense que ce sera bientôt le décidé.

Ensuite, le reste du travail réalisé sur l'adressage et l'assignation de numéros d'adresses IP. Si vous regardez, sur la résolution qui correspond à cela, la 143, je crois, vous allez voir que c'est une résolution qui traite des adresses IP, il a été dit que l'on voudrait continuer à étudier les adresses sur l'IPv6. On n'est pas encore sûrs si cela pourra finir. On sait que c'est quelque chose qui va se faire au sein de l'UIT. On sait que beaucoup de gens disent qu'il s'agit de la formation de compétences aujourd'hui.

Une des choses qu'on a proposées, c'est de permettre à l'UIT de mettre en place des initiatives de formation de compétences destinées aux opérateurs gouvernementaux, à toutes les organisations gouvernementales, aux réseaux gouvernementaux, en collaboration avec les RIR et les organisations importantes dans ce processus.

Un groupe d'experts sera établi par le conseil pour réviser les ITR, il s'agit ici de la conférence mondiale des télécommunications internationales, le CMTI. Il y a une révision périodique de l'UIT, celle-ci va être réalisée tous les 8 ans, et cette révision devrait commencer en 2018. On va former un groupe de travail qui va être ouvert aux membres de l'UIT et autres, et les termes de référence de ce groupe de travail d'experts va être développé par le conseil, et on attend quelle sera la décision du conseil en ce qui concerne les thèmes de référence de ce groupe de travail, et comment est-ce qu'on pourra participer. Parce que traditionnellement notre participation a été à travers les membres de l'UIT. Je pense que quelqu'un a dit que les membres d'ICANN sont membres de l'UIT, mais ICANN n'a jamais été membre de l'UIT, donc nous avons l'ISOC, ou nous avons les RIR, qui pourraient être actifs dans ce sens.

Diapo suivante s'il vous plaît ? C'est-à-dire ce qui nous attend. La voie à suivre. Merci. Les réunions de l'UIT au niveau régional, Nigel en a parlé, vont réunir toutes les – si vous regardez les résolutions, tout cela a été discuté et sera discuté avant d'en arriver là. Un point intéressant est que lorsque les membres participent à la conférence de plénipotentiaires, ils ont au préalable des réunions régionales, et les négociations ont lieu entre les membres, et il y a des résolutions prises au niveau des régions. Les gens savent comme ça ce qui se passe, et dans beaucoup des régions, les gens travaillent avec la société civile, et ils peuvent ainsi apporter leur contribution au processus réalisé par les régions au niveau régional, pour réunir par exemple la question de la gouvernance d'Internet. Cela a permis aux gens d'avoir un rôle efficace sur le terrain à travers quelque chose que les états membres ont plus de

mal à faire. Les membres ne peuvent parler que pour donner leur approbation, et certaines négociations ne peuvent pas être faites à ce moment-là. Donc c'est très important de permettre aux gens de nos communautés de la société civile et autre, de participer à ces délégations. Parce que c'est important. Pendant ces réunions régionales, on écoute ces personnes-là. On a des arguments qui peuvent être apportés, les représentants des gouvernements peuvent prendre la parole, et cela marche.

Et bien sûr, pour en arriver à ce point-là, il faut construire des relations avec les gouvernements, les régulateurs, et les ministres de ces pays. Il est important d'être reconnu comme quelqu'un qui peut avoir une contribution à faire sur tous ces sujets, et pour savoir si l'ISOC et d'autres organisations, et les RIR, abordent ces les thèmes, et s'assurent que tout le monde ait bien compris la façon de créer ces relations au niveau local, et de travailler au niveau local avec ces acteurs. C'est la meilleure façon de travailler et de participer aux discussions et de participer au processus entre les parties prenantes, de participer aux résolutions qui vont être prises concernant la gouvernance de l'Internet. Les ressources internationales qui vont probablement entrer en jeu dans quelques année, être au courant de ces ressources aussi.

Je crois que je vais m'arrêter ici, je vais redonner la parole à Alan pour qu'on puisse passer aux questions réponses.

Merci.

ALAN GREENBERG :

Merci beaucoup Anne-Rachel.

Nous avons une queue. Je vais passer à la première question.

« Nous avons participé à cela avec des gens qui avaient certaines attentes concernant cette réunion. Est-ce qu'on a oublié quelque chose ? Ou est-ce que le ton général a changé ? »

Est-ce que quelqu'un veut répondre ?

TAREK KAMEL :

Merci beaucoup Alan.

Je voudrais d'abord parler un peu de ce que Anne-Rachel a dit à propos de la relation entre l'ICANN et l'UIT. L'ICANN n'est pas un membre de l'UIT, mais ICANN a participé aux consultations, au niveau du leadership nous sommes invités, nous invitons le leadership de l'UIT aux réunions de l'ICANN et vice versa. Nous participons aux différentes conférences par exemple celle qui a eu lieu au mois de juin au sein de l'UIT, donc vous voyez qu'il y a une coopération qui existe. L'UIT a été un membre du groupe technique qui comprend différents acteurs importants, et il fournit aussi ses opinions au conseil de l'ICANN, et à différentes parties prenantes, à différentes unités constitutives de l'ICANN. Donc comme vous pouvez le voir, il y a une relation importante entre l'UIT et l'ICANN.

Je vais maintenant passer à votre question concernant la possibilité d'exagérer en ce qui concerne la menace. Non, les choses ont changé au cours de ces 4 ou 5 dernières années depuis Guadalajara en tout cas. Je pense que le CMTI a montré clairement que la limite est claire, et que l'on ne peut plus éviter la division qui peut exister, qui est apparue lors du CMTI. Donc le leadership de l'UIT a été suffisamment intelligent pour s'en rendre compte, et avec les personnes qui étaient vraiment

engagées pour le succès de cette réunion, ils ont travaillé sur une politique pour soutenir, pour éviter une situation, pour éviter les problèmes d'affrontement au niveau de la communauté technique.

Il y a eu des négociations qui ont eu lieu dans la salle de réunion et dans les couloirs. Notre communauté a été très active je dirais dans ce domaine, et nous avons eu des résultats lors de cette conférence de plénipotentiaires, contrairement à d'autres réunions. Il y a différents aspects qui font que cela a répondu aux souhaits de certaines organisations parce que c'était la seule façon de travailler.

D'un autre point de vue, nous avons aussi constaté la participation active de notre génération dans la délégation, dans les questions concernant l'UIT. La communauté au niveau mondial doit se rendre compte qu'il ne peut pas y avoir de ségrégation, cela va nous mener nulle part. On est d'accord pour parvenir à un compromis, pour ouvrir l'UIT, et qu'il participe au dialogue global, et à la communauté globale. Les choses qui se sont passées au niveau de la Chine sont quelque chose qui va nous aider au niveau géopolitique, parce que nous n'avons pas vu dans le passé la Chine prendre cette attitude, comme le Brésil, comme différents autres acteurs des BRICS, qui ont commencé à appliquer le modèle multipartite, et qui sont des membres actifs de l'UIT aujourd'hui.

Donc du point de vue géopolitique, pragmatique, ce qui se passe actuellement par rapport à d'autres aspects de développement, par rapport au nouveau leadership, je pense que ce sont les principales raisons pour lesquelles nous avons eu une réunion vraiment pacifique par rapport à d'autres. On est parvenus à des accords, ces accords

continuent, et je pense qu'il peut y avoir quelques désaccords qui surgissent, et le rôle du groupe de travail du conseil, c'est d'essayer de résoudre ces désaccords.

ALAN GREENBERG :

Merci beaucoup.

Nous avons Olivier qui veut prendre la parole.

J'entends Olivier qui aboie, c'est possible ?

OLIVIER CREPIN-LEBLOND :

Non, ce n'était pas moi. Je ne sais pas qui c'était. J'étais un peu surpris, parce que j'ai Olivier 1, Olivier 2, je ne comprenais qui c'était, et je pensais que j'étais en deuxième place. Merci beaucoup Alan.

Merci beaucoup à ceux qui ont fait cette présentation. C'était très clair, c'est très bien de voir qu'on a seulement trois semaines après ces discussions. On a vu qu'en trois quart d'heure on peut résumer tout cela, c'est excellent.

Nigel a dit quelque chose qui a attiré mon attention, il a dit qu'il y avait une nouvelle approche multipartite, et je ne suis pas très sûr de ce qu'il veut dire par-là. Je voudrais lui demander s'il peut nous expliquer un peu, parce que ça m'intéresse.

NIGEL HICKSON :

Merci Olivier.

Oui, c'était juste quelque chose qui est concernait le groupe de travail du conseil sur la politique publique de l'Internet. C'est un dialogue multipartite, et c'est un conseil qu'on pourrait dire qui travaille selon une nouvelle approche, c'est une approche intéressante. On pensait qu'il était intéressant d'en parler.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND : Merci. Je me demandais justement si l'UIT était devenue multipartite, ou si on avait une nouvelle approche.

Merci.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND : Et juste une autre question Alan, est-ce que je peux la poser maintenant ?

ALAN GREENBERG : Allez-y.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND : Merci.

Vous avez parlé du manque d'appétit de l'UIT pour commencer un nouveau groupe de travail sur la gouvernance de l'Internet. Je me demandais si cela veut dire que la création du groupe de travail a lieu en compréhension claire de la façon dont ça devrait fondée. J'ai aussi entendu dire que l'espace de travail de l'UIT avait des problèmes de financement.

VENI MARKOVSKI : Le problème de financement est clair, mais je pense que je n'ai pas bien compris quelque chose. En tout cas je n'ai pas parlé d'un groupe de travail sur la gouvernance de l'Internet. Il y a un groupe de travail sur les questions politiques. Il y a un point sur lequel l'UIT devrait participer, et des études à réaliser, et pour cela on a besoin de financements, parce que c'est beaucoup de travail. Le secrétariat de l'UIT a dit qu'il faisait un papier sur la gouvernance de l'Internet, dans lequel il montrait que leur vision n'est pas vraiment en accord avec une compréhension globale de ce que la gouvernance de l'Internet signifie. Mais y a une commission qui a fait des études, et qui n'a pas pu finir cette étude sur la gouvernance de l'Internet parce qu'ils n'avaient pas assez de financements. Donc on a commencé à travailler il y a 4 ans, on n'a pas pu finir cette étude par manque de financement. Donc oui il y a des problèmes de financements.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND : Merci.

ALAN GREENBERG : Merci Veni, merci Olivier.

Fatima Cambronero veut prendre la parole maintenant. Fatima vous avez la parole.

FATIMA CAMBRONERO : Merci Alan.

Je voudrais remercier les intervenants, parce qu'ils ont vraiment réussi à résumer trois semaines dans ce webinaire. Je pense qu'ils ont fait une contribution très intéressante et très importante que j'ai trouvée très utile, parce que j'ai participé à cette réunion.

On a parlé de la responsabilité, des problèmes de gouvernance de l'Internet. Ma question est la suivante : est-ce que, dans cette conférence de plénipotentiaires, les gens ont parlé de thèmes liés à la supervision des fonctions IANA et à la transition de cette supervision ? Et est-ce que l'UIT est intéressée ? Est-ce qu'il peut participer à ce processus ou pas ? Et je voudrais aussi vous demander si cela devient un nouvel RIR, comment est-ce qu'on va savoir ? Je suis un peu paranoïaque sur ce point.

Merci.

NIGEL HICKSON :

Je vais être très bref. D'abord sur la question de la fonction IANA, une série de délégués ont dit qu'ils allaient d'expliquer ce que fait ICANN, et ça n'a pas été débattu. Il n'y a pas eu de débat sérieux sur la transition de la fonction IANA. Mais ça a été mentionné oui.

Et la deuxième question concernant le RIR, Veni l'a mentionné, l'UIT ne va pas se transformer dans ce sens, et ne va pas devenir un registre de l'Internet. Donc non, ce n'est pas ce qui va être fait. Je pense que si on revient 4 ans en arrière, par exemple on était inquiets sur le changement d'IPv4 à IPv6, et en ce qui concerne le travail de l'UIT c'est la même chose.

ALAN GREENBERG :

Merci Nigel.

Maintenant, la partie suivante de notre webinaire est le point de vue des utilisateurs finaux. On a deux intervenants : Yrjo Lansipuro et Grigori Saghyan.

Yrjo vous avez maintenant la parole.

YRJO LANSIPURO :

Merci Alan.

J'étais à Busan au nom de l'ISOC. J'étais l'un des membres envoyés avec les délégations internationales. Comme vous savez, les États-Unis et un nombre de pays ont accepté la participation d'autres parties prenantes au sein de leur délégation.

Il faut que l'on fasse avant tout une distinction entre l'UIT en tant qu'organisation et le secrétariat, et les états membres de l'UIT. Bien sûr, surtout pour ce qui est des états membres, qui demandent à l'UIT d'assumer un rôle plus actif dans le domaine des questions de l'Internet comme le font d'ailleurs certains pays arabes.

Cela dit, dans les trois dernières conférences de plénipotentiaires auxquelles j'ai assisté, l'UIT a recollé de plus en plus les réalités de l'Internet. Ils sont aussi plus prêts à collaborer avec les organisations qui effectivement gèrent Internet.

Lors de la réunion de 2006, l'UIT faisait semblant de gérer Internet, ce qu'elle ne fait pas. Lors de la réunion de Guadalajara, après de longues négociations, l'UIT a décidé d'explorer les différents moyens de

collaborer et de coordonner son travail avec d'autres organisations, et même finalement, de les inclure avec leur nom, y compris l'ICANN.

A Busan cette fois-ci, les discussions ont été plus réalistes encore, et même, il y a eu plus de résignation, parce qu'ils voyaient que l'UIT ne gère pas l'Internet. Et en définitive, ils montraient une volonté d'établir une coordination de leur travail avec des organisations qui le font.

Cependant, il y a eu un niveau d'opposition à collaborer avec ces organisations internet pertinentes qui étaient nommées, même pour ce qui était des systèmes de noms de domaines. On essayait d'inclure l'ICANN et l'IETF avec leur nom dans la résolution correspondante, mais la résolution, finalement, nous dit que toutes les parties prenantes ont fait des progrès, particulièrement à travers des organisations et des entités pertinentes pour ce qui est de l'interaction dans le système des noms de domaines. Je pense que c'est déjà pas mal en tout cas.

Comme ça a déjà été dit, il y a eu beaucoup de propositions de la Russie, de certains pays arabes, l'Arabie Saoudite en général, et de l'Inde qui auraient permis de modifier l'essence de l'Internet telle qu'on la connaît. Mais il me semble que ces propositions ont été faites, et discutées, et ont été rejetées, et que les personnes qui les avaient proposées l'ont accepté, et ils pourraient maintenant rendre compte de ça à leur ville capitale, à leurs dirigeants. Mais le résultat en tout cas était positif, parce qu'il n'y a pas eu de modification apportée au système que l'on connaît, et il y a eu des résultats positifs. Pour ce qui est du groupe de travail du conseil, les discussions de l'UIT CWG, pour qu'ils soient plus ouverts aux différentes parties prenantes.

ALAN GREENBERG :

Merci Yrjo.

On a maintenant Grigori Saghyan. Etes-vous avec nous Grigori ?

GRIGORI SAGHYAN :

Est-ce que vous m'entendez ?

ALAN GREENBERG :

Oui, mais très mal.

GRIGORI SAGHYAN :

Je ne sais pas quoi faire, c'est peut-être mon équipe. J'essaye de parler doucement. Si vous croyez qu'il y a trop de bruit, peut-être que vous devriez le dire dans le rapport tout simplement.

ALAN GREENBERG :

Je pense que vous pourriez parler sans problème. Allez-y.

GRIGORI SAGHYAN :

Bien sûr, c'est difficile de pouvoir résumer tout ce qui a été fait comme l'ont fait les autres intervenants. Il ne reste pas énormément d'informations à ajouter.

Je suis là en tant que représentant de l'ISOC.

ALAN GREENBERG :

Je ne vous entends plus. Est-ce que les autres vous entendent Grigori ?

Non. Apparemment il n'y a rien. Est-ce qu'on a déjà essayé de l'appeler ? Oui on a déjà essayé.

Pendant qu'on attend, est-ce qu'il y a des questions pour Yrjo, ou pour quelqu'un d'autre ? Je ne vois pas de main levée.

ALAN GREENBERG : Il y a des mains levées. Anne-Rachel et Alberto. Anne-Rachel allez-y.

ANNE-RACHEL INNE : Je voulais parler de ce qu'Yrjo disait à un moment donné sur la société civile. Dans cette réunion, le secrétariat a beaucoup discuté de l'intérêt de la société civile. On parle des groupes de travail du conseil, par exemple. Et même si on peut sentir que les résultats n'étaient pas tout à fait ceux qu'on souhaitait, c'est déjà pas mal d'avoir fait ce qu'on a pu faire.

ALAN GREENBERG : Pardon, on ne vous entend pas Anne-Rachel. Je crois qu'on a des problèmes.

ANNE-RACHE INNE : Me voilà. Ce que la société civile peut faire, par exemple, c'est de participer avec des organisations du secteur académique. Ils peuvent également participer à l'UIT en tant que membre sans avoir à payer. Donc il y a un nombre d'organisations de la société civile qui peuvent le faire, et je pense qu'il serait important d'avoir leur participation.

Merci.

ALAN GREENBERG : Merci Anne-Rachel. Est-ce que Grigori est de retour ?

GRIGORI SAGHYAN : Oui je suis là. Vous m'entendez ?

ALAN GREENBERG : Oui on vous entend. Alberto, on va vous donner la parole dans quelques instants.

GRIGORI SAGHYAN : Merci.

Je parle ici au nom de l'ISOC.

C'est vraiment difficile à ce point d'apporter de nouvelles informations. Les informations pertinentes ont été incluses dans la présentation.

Je dirais que je suis d'accord pour vous transmettre ce qui a été fait avec l'UIT, je parlerais des avis des différents pays, les opinions qu'ils ont transmises, qui étaient spécifiques. Ils voulaient spécifiquement apporter des modifications aux résolutions liées à Internet.

Je veux souligner le suivant : ils voulaient soutenir les connexions du haut débit, en tout cas noter ce soutien, et noter le soutien de la gouvernance multipartite de l'Internet, l'importance du multilinguisme, les bénéfices des services du Cloud, et parler de la nécessité de ce qui est [raisonnable], et ils ont inclus tout cela dans une déclaration. Les

déclarations spécifiques respectives dans l'Internet devaient inclure ces questions et parler des échanges.

Ils voulaient noter certains aspects des pays locaux, et ils parlaient de la nécessité de notifier certaines organisations internet, ce qui pourrait se comparer avec la résolution de Guadalajara et c'est sur cette base qu'ils ont apporté leurs modifications.

Pour l'UIT, il était important de connaître les exigences et la qualité de la collectivité internet. Et je pense qu'il est important, lorsque l'on parle de [inaudible 1'12'27], de noter qu'il n'y a pas de résultats qualitatifs. Donc cela a été éliminé de la résolution de Guadalajara, donc la résolution 102.

Pour ce qui est de la consultation publique avec toutes les parties prenantes, on a noté la nécessité de communiquer avec toutes les parties prenantes en consultation pour les politiques publiques internationales.

Je dirais que le groupe de travail devait avoir plus de pouvoir pour ce qui est des décisions liées à Internet, et proposer d'envoyer le rapport des activités de l'UIT au secrétariat général de l'ONU, et de continuer de mener des informations des questions de politiques publiques internationales à travers le groupe de travail du conseil.

Ils considèrent qu'il est très important d'inclure en tant qu'information les réunions en personne qui sont transmises pour les participants à distance. Donc tout le monde va participer à ce groupe de travail du conseil et à leurs conférences. Pour eux, l'ouverture de l'UIT est tout à fait importante.

Il y a eu un nombre de contradictions, parce qu'on voit ici qu'ils ont souligné certaines informations. C'était un des points les plus problématiques, parce qu'il y a certains pays qui ne soutiennent pas ce genre de décision pour les délégués.

L'UIT a décidé de participer à une commission spéciale qui est également très importante. Cela veut dire que l'UIT est prête à partager avec l'UNESCO.

Voilà pour ce qui est des résolutions de l'UIT.

Merci.

ALAN GREENBERG :

Merci Grigori.

On a plusieurs mains levées.

Alberto a la main levée depuis longtemps, Alberto, vous avez la parole.

ALBERTO SOTO :

J'espère ne pas me déconnecter pendant que je parle. J'ai un doute qui concerne ce qui a été mentionné en tant que nouveau modèle multipartite. Ma question est la suivante : comment ce modèle diffère-t-il du modèle à l'heure actuelle au sein de l'écosystème de l'ICANN ? Est-ce que les parties prenantes sont différentes ? Est-ce que ce nouveau modèle a un autre rôle ou une autre fonction ? Les utilisateurs finaux sont-ils représentés dans ce nouveau modèle multipartite ? Si oui, comment ?

Merci.

ALAN GREENBERG : Merci. Qui veut répondre à cette question ?

NIGEL HICKSON : Merci beaucoup.

Je pense qu'on a déjà essayé de discuter de cela. Il y a deux cas ici. Particulièrement dans la façon dont l'UIT est organisé et dans le cadre du processus multipartite en général. Le modèle multipartite fonctionnait bien à partir de la délégation, de la communauté technique, et il y avait d'autres pays qui participaient également, pas seulement les États-Unis. Certains ont voté pour des délégations telles que l'ISOC, ou les délégations des RIR qui participent également et qui contribuent aux discussions de l'UIT.

Je ne pense pas qu'on puisse comparer ce modèle multipartite au modèle de l'ICANN. Le modèle de l'ICANN est en réalité légèrement plus ouvert. Mais l'UIT a essayé d'atteindre différentes parties prenantes et différentes organisations. C'est ce qu'on a essayé d'expliquer depuis le début de l'appel. C'est un processus qu'ils ont essayé de prendre, et qui avance déjà. Mais le leur est complètement différent du nôtre.

TAREK KAMEL : Oui, je ne voudrais pas qu'il y ait des confusions à ce sujet. Je sais qu'Olivier en a déjà parlé, mais pour nous en tant qu'ICANN, il n'y a pas de modification à notre modèle multipartite. Notre approche implique que notre modèle multipartite ne va pas changer. Il faut que l'on soit plus inclusif dans ce modèle multipartite de l'UIT. Mais ce modèle

n'implique aucune modification à notre modèle multipartite. Pour qu'il n'y ait pas de confusion.

ALAN GREENBERG : Merci Tarek.

Anne-Rachel, est-ce que vous voulez prendre la parole, ajouter quelque chose ?

Nous sommes sur la fin de notre téléconférence.

ANNE-RACHEL INNE : Excusez-moi Alan, j'avais oublié de baisser ma main.

ALAN GREENBERG : Merci Anne-Rachel.

Judith Hellerstein, vous avez la parole.

JUDITH HELLERSTEIN : Bonjour.

Il y a des questions qui ont été proposées à Nigel, et quand on parle de certains documents qui sont ouverts, je pense que c'est bien, il y a davantage de transparence. C'était cela, à propos de la transparence.

ALAN GREENBERG : Merci Judith. Nigel va répondre.

NIGEL HICKSON :

Peut-être qu'Anne-Rachel va vouloir aussi ajouter. Ce groupe de travail du conseil a un rôle dans la prise de décision, et le groupe de travail du conseil doit aussi s'assurer qu'il reflète un équilibre au niveau du genre, au niveau de la nationalité, au niveau géographique. Il y a eu un accord dans ce sens au niveau de l'UIT pour que l'UIT soit ouvert, et ces groupes de travail doivent l'être aussi, ils doivent refléter l'équilibre de genres. En tout cas sur la formation du groupe de travail, ça fonctionne comme ça.

Je ne me souviens pas vraiment s'il y a eu un accord sur la transparence, mais je pense qu'il n'y a pas eu d'accord final absolu sur les documents pour qu'ils soient rendu publics. Je m'excuse, peut-être que je me trompe. En tout cas au début, sur cette conférence de plénipotentiaires, le conseil a abordé cette question des documents de la conférence de plénipotentiaires qui seraient rendus publics, et resteraient publics. Il y a eu ensuite des discussions sur si tous les documents allaient être rendus publics, et le conseil a réfléchi sur ce point-là.

JUDITH HELLERSTEIN :

La résolution concernant la transparence de ces documents est ce qui était l'accord pour que dans le futur, les documents soient ouverts et les contributions concernant ces documents le soient aussi. La discussion sera tenue pour qu'il y ait une politique sur la manière de rendre d'autres documents publics.

Je dois voir davantage de détails là-dessus, mais je pense qu'ils sont arrivés à un accord sur ce point. J'aimerais avoir davantage d'informations sur ce point-là. Peut-être que quelqu'un peut me le dire, mais vous n'avez pas vraiment abordé cela dans votre webinaire.

ALAN GREENBERG : Anne-Rachel.

ANNE-RACHEL INNE : Il y a eu une décision qui a été prise lors de la conférence de plénipotentiaires pour qu'il y ait des publications qui soient faites en ligne. Dans les documents finaux que nous avons aujourd'hui, si vous regardez sur le site de la conférence de plénipotentiaires, vous allez voir qu'on a décidé de fournir un accès public à tous les documents de toutes les conférences, de toutes les assemblées de l'union depuis le début de l'année 2015, à moins qu'il y ait des problèmes de divulgation qui pourraient porter atteinte à l'intérêt public légitime.

Donc Judith a dit que ce sera le conseil qui va décider, mais on a déjà instruit l'UIT, le conseil, de s'assurer que la transparence et l'ouverture soient garanties pour tous les documents financiers, les ressources humaines, pour l'embauche du personnel comme Nigel l'a dit, l'équilibre entre les genres au niveau du sexe, et.

Il y a une révision des documents de l'UIT qui est encore en cours dans ce sens. Je crois que le conseil a joué un rôle important ici. Nous allons voir le prochain groupe de travail du conseil va avoir davantage de résultats là-dessus. Il y a beaucoup de choses à faire là-dessus. Mais le conseil a reçu la requête pour l'année 2018 d'être complètement transparente.

ALAN GREENBERG : Merci beaucoup Anne-Rachel.

Nous avons une dernière demande de parole de la part d'Olivier. Je m'excuse il ne nous reste plus que trois minutes, et je voudrais être à l'heure.

OLIVIER CREPIN LEBLOND : Merci Alan. J'ai deux questions, mais une des deux, on y a déjà répondu avant que je la pose. C'était sur la publication des documents.

La deuxième question porte sur la régulation qui a été votée lors du CMTI, la conférence mondiale des télécommunications internationales. Pendant un certain temps après le CMTI, il y a eu une certaine appréhension. On avait peur que le PT14 soit le moment où les choses avancent et qu'il y ait des changements sur la façon dont l'UIT fonctionnait. Et pour qu'il y ait seulement des votes majoritaires, et qu'il y avait des réglementations qui allaient être modifiées dans ce sens.

Est-ce qu'il y a eu une avancée dans ce domaine sur le ITR, sur quelque chose qui pourrait être approuvé par tous les pays pour le TP14 ? Est-ce que quelque chose a été fait en ce sens ? Ou en ce qui concerne la réglementation de la télécommunication, est-ce que certains pays fonctionnent selon un ensemble de l'année 2014, d'autres sur des réglementations préalables ?

TAREK KAMEL: Alan, est-ce que je peux répondre rapidement ?

ALAN GREENBERG : Oui allez-y.

TAREK KAMEL: La conférence de plénipotentiaires n'a pas changé grand-chose pour les résolutions du CMTI. Et je dois aussi vous dire que les résolutions qui découlent de la conférence de plénipotentiaires ne sont pas contraignantes. Ce sont des résolutions non contraignantes. Donc c'est différent. Pour répondre à votre question, il n'y a pas eu de changement sur ce qui s'est passé depuis décembre 2012, il n'y a pas eu de changement. Et jusqu'à l'année 2014 pour le moment il n'y a pas eu de changement dans ce domaine.

ALAN GREENBERG : Merci beaucoup Tarek.

Je voudrais remercier tous les intervenants maintenant, et tous les participants, qui ont assisté à cette téléconférence.

Comme je l'ai dit, c'est étonnant de voir la qualité de ce webinaire. Je ne savais pas grand-chose, et maintenant je quitte cette téléconférence avec beaucoup plus d'informations. Donc merci beaucoup de nous avoir fournis toutes ces informations, de nous avoir informés de tout ce qui se passait. C'était un très bon webinaire de mon point de vue, je suis très satisfait du travail réalisé.

Merci beaucoup à tous et à bientôt sur Internet.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]
